

Rapports du commissaire aux comptes

Association « ALLIANCE PREVENTION »

Association Loi 1901

25 rue Pasteur

91380 CHILLY MAZARIN

Exercice du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011

Rapport sur les comptes annuels

Bilan, compte de résultat, annexes

Rapport spécial

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Association
« ALLIANCE PREVENTION »
Association Loi 1901
25 rue Pasteur
91380 CHILLY MAZARIN

Exercice du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'association ALLIANCE PREVENTION, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification des appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues, et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président, et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Montlhéry,
Le 26 mars 2012



Jean-Jacques RIEL
Responsable du dossier
Responsable social

Bilan Actif

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 955	1 660	294	420
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 955	1 660	294	420
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 642	2 642		255
Autres immobilisations corporelles	80 716	60 213	20 503	14 995
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	83 358	62 855	20 503	15 250
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :				
ACTIF IMMOBILISÉ	85 313	64 515	20 798	15 670
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	435		435	7 605
Autres créances	3 957		3 957	16 901
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	4 393		4 393	24 506
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	170 000		170 000	200 000
Disponibilités	180 926		180 926	74 211
Charges constatées d'avance	1 937		1 937	1 711
TOTAL disponibilités et divers :	352 863		352 863	275 922
ACTIF CIRCULANT	357 256		357 256	300 428
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	442 569	64 515	378 054	316 098

Bilan Passif

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	150 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	9 843	2 159
Report à nouveau		152 366
Résultat de l'exercice	105 985	5 317
TOTAL situation nette :	265 828	159 843
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	265 828	159 843
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges		
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
Dettes diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 830	8 953
Dettes fiscales et sociales	104 396	127 024
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL dettes diverses :	112 226	135 977
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		20 278
DETTES	112 226	156 255
Ecart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	378 054	316 098

Compte de Résultat (Première Partie)

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 892		9 892	8 558
Chiffres d'affaires nets	9 892		9 892	8 558
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			114 212	113 752
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			7 393	25 525
Autres produits			729 875	683 619
PRODUITS D'EXPLOITATION			861 372	831 455
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			89 905	97 275
TOTAL charges externes :			89 905	97 275
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			51 747	56 709
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			417 691	448 516
Charges sociales			196 285	219 975
TOTAL charges de personnel :			613 976	668 491
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			6 884	10 587
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			6 884	10 587
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION				
CHARGES D'EXPLOITATION			762 512	833 061
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			98 859	(1 607)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	98 859	(1 607)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 430	7 847
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	8 430	7 847
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	8 430	7 847
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	107 289	6 240
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2	5 420
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	2	5 420
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	160	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	160	5 317
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(158)	103
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 146	1 026
TOTAL DES PRODUITS	869 803	844 721
TOTAL DES CHARGES	763 818	839 404
BÉNÉFICE OU PERTE	105 985	5 317

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MODALITES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

La loi numéro 93-122 du 29 janvier 1993, relative à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et à la prévention de la corruption, fait obligation (article 81) aux associations ayant reçu annuellement de l'Etat ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, une subvention dont le montant est fixé par décret (150 000 euros et plus) d'établir, chaque année, un bilan, un compte de résultat et une annexe en se référant aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les comptes de l'Association ont été établis sur la base de ces dispositions.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le total du bilan, avant répartition, de l'exercice clos le 31/12/2011 s'élève à 378 053,65 euros, le compte de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat de 105 985,09 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

L'activité de l'Association est la Prévention spécialisée.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont ou ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions.....20 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions.....10 à 20 ans
- Installations techniques.....5 à 10 ans
- Matériel de transport4 à 5 ans
- Matériel et mobilier de bureau.....5 à 10 ans
- Matériel informatique.....3 ans

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Immobilisations

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Édition du 03/04/12

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 955		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 955		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	2 642		
Installations générales, agencements et divers	4 473		3 858
Matériel de transport	51 906		6 600
Matériel de bureau, informatique et mobilier	12 325		1 554
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	71 346		12 012
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			100
TOTAL immobilisations financières :			100
TOTAL GÉNÉRAL	73 301		12 112

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 955	
TOTAL immobilisations incorporelles :			1 955	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			2 642	
Inst. générales, agencements et divers			8 331	
Matériel de transport			58 506	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			13 879	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			83 358	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		100		
TOTAL immobilisations financières :		100		
TOTAL GÉNÉRAL		100	85 313	

Amortissements

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	1 535	126		1 660
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 535	126		1 660
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	2 387	255		2 642
Inst. générales, agencements et divers	4 473	221		4 693
Matériel de transport	39 575	4 179		43 754
Mat. de bureau, informatique et mobil.	9 662	2 104		11 766
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	56 096	6 759		62 855
TOTAL GÉNÉRAL	57 631	6 884		64 515

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	126		
TOTAL immobilisations incorporelles :	126		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	255		
Installations générales, agencements et divers	221		
Matériel de transport	4 179		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 104		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 759		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	6 884		

Provisions Inscrites au Bilan

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GÉNÉRAL				

État des Échéances des Créances et Dettes

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

ALLIANCE PREVENTION

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	435	435	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	987	987	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 971	2 971	
TOTAL de l'actif circulant :	4 393	4 393	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 937	1 937	
TOTAL GÉNÉRAL	6 330	6 330	

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 830	7 830		
Personnel et comptes rattachés	40 458	40 458		
Sécurité sociale et autres organismes	58 006	58 006		
Impôts sur les bénéfices	1 146	1 146		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 786	4 786		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	112 226	112 226		

Charges à Payer

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Disponibilités, charges à payer Autres dettes	62 827
TOTAL	62 827

Produits à Recevoir

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	987
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	987

Charges et Produits Constatés d'Avance

ALLIANCE PREVENTION

Période du 01/01/11 au 31/12/11
Edition du 03/04/12

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	1 937	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	1 937	

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Association
« ALLIANCE PREVENTION »
Association Loi 1901
25 rue Pasteur
91380 CHILLY MAZARIN

Exercice du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Montlhéry,
Le 26 mars 2012



Jean-Jacques RIEL
Responsable du dossier
Responsable Social